

Réalisme aristotélico-machiavélien et gestion des crises sociopolitiques en Afrique subsaharienne

Chantal Palé-Koutouan,
Université Alassane Ouattara – Bouaké,
pale_chantal@yahoo.fr

Résumé: En vue de poser un bon diagnostic de la crise sociopolitique que traverse l'Italie et y proposer les remèdes appropriés, Machiavel s'inscrit dans la vision politique aristotélicienne. Celle-ci repose sur l'observation des données factuelles pour garantir le bonheur des citoyens. En effet, comme Aristote à l'époque hellénique, Machiavel, à la Renaissance, préfère s'en tenir à l'examen des faits pour proposer une théorie capable de rendre l'action du prince efficace. Cette action devrait permettre de rétablir l'ordre et de maintenir la sécurité des citoyens. Si l'approche anti-utopiste ou pragmatiste du pouvoir défendue par ces philosophes politiques semble avoir un écho favorable dans la gouvernance occidentale, en revanche, elle peine encore à s'instaurer dans les mœurs des gouvernants africains. D'ailleurs, les graves crises sociopolitiques auxquelles l'Afrique subsaharienne est confrontée, qui sont imputables, majoritairement, à des pratiques gouvernementales d'intérêts personnels en témoignent. Et, les actions de prévention et de règlement des conflits qui manquent de réalisme n'en disent pas moins. En s'inspirant de la vision politique réaliste d'Aristote et de Machiavel, les gouvernants africains pourraient y trouver des pistes de solutions durables à ces crises sociopolitiques au cœur du sous-développement du continent, berceau de l'humanité.

Mots clés: Afrique ; Bonheur ; Crises sociopolitiques ; État ; Réalisme politique ; Sécurité.

Abstract: In order to make a good diagnosis of the socio-political crisis that Italy is going through and to propose the appropriate remedies, Machiavelli is part of the Aristotelian political vision. This is based on the observation of factual data to guarantee the happiness of citizens. Indeed, like Aristotle in the Hellenic period, Machiavelli, in the Renaissance, prefers to stick to the examination of the facts to propose a theory capable of making the action of the prince effective. This action should make it possible to restore order and maintain the security of citizens. If the anti-utopian or pragmatist approach to power defended by these political philosophers seems to have a favorable echo in Western governance, on the other hand, it still struggles to establish itself in the mores of African rulers. Moreover, the serious socio-political crises facing sub-Saharan Africa, which are mainly attributable to government practices of self-interest, bear witness to this. And, actions to prevent and resolve conflicts that lack realism say no less. Inspired by the Aristotle and Machiavelli's realistic political vision, African rulers could find ways to find lasting solutions to these socio-political crises at the heart of the underdevelopment of the continent, the cradle of humanity.

Keywords: Africa; Happiness; Socio-political crises; State; Political realism; Security.

Introduction

Aristote a été considéré comme le penseur de l'universel. Sa philosophie scrute avec réalisme les divers domaines de la connaissance. Elle a servi aux hommes de science, aux théologiens ainsi qu'aux hommes politiques. En matière de gestion des affaires de la cité grecque, son réalisme politique constituera ainsi une source intarissable d'inspiration pour la postérité. C'est d'ailleurs en s'inspirant de la vision réaliste du pouvoir politique défendue par le philosophe grec, que Machiavel élabore une théorie efficace de l'État, dans un contexte italien marqué par la crise politique à la fois interne et externe. À la gestion idéaliste du pouvoir telle que préconisée par Platon, Aristote et Machiavel proposent plutôt une gestion pragmatiste du pouvoir politique en vue, l'un, du bien-être des citoyens, et l'autre, du maintien de la sécurité.

Comme à la Renaissance, l'époque contemporaine est sujette à des troubles sociaux. Le continent africain vit au rythme d'interminables crises sociopolitiques qui posent à nouveaux frais la question de la gestion efficiente des États, mieux, le problème du traitement de ces crises par les politiques. Si conquérir et acquérir le pouvoir paraît une mission ardue, pouvoir prévenir les crises sociopolitiques et les résoudre quand elles surviennent l'est davantage. C'est dire que toute la difficulté se trouve dans la façon dont sont appréhendées et traitées les situations de crises. Et en ce sens, il ne serait pas superfétatoire de regarder en direction d'Aristote et Machiavel qui ont opté pour la *realpolitik*. Tout bien considéré, le choix d'une analyse conjointe de leurs approches du réalisme politique est pertinent, parce qu'il inspire une lecture actualisée de la politique, exemplaire, pour restaurer la gouvernance vertueuse en Afrique subsaharienne contemporaine.

Cela dit, en quoi consiste l'approche réaliste du pouvoir politique défendue par Aristote et Machiavel ? Quels objectifs leur conception réaliste, pragmatiste de la politique vise-t-elle ? Pour tout dire, en quels sens le réalisme aristotélico-machiavélien pourrait-il contribuer à gérer les crises sociopolitiques en Afrique ?

Les méthodes, historique, comparative et critique aideront à l'élucidation de cette problématique, visant à définir le réalisme politique comme source d'inspiration pour la gestion efficiente des crises récurrentes dans les États de l'Afrique subsaharienne. Il s'agira, d'abord, de présenter, Aristote, Machiavel ou l'approche réaliste de la politique. Ensuite, de situer le réalisme politique aristotélico-machiavélien : entre bonheur et sécurité. Enfin, de penser le réalisme politique comme une piste de résolution des crises sociopolitiques en Afrique.

1. Aristote, Machiavel ou l'approche réaliste de la politique

Le réalisme est la théorie philosophique qui affirme la primauté du réel sur l'idéal. Dans le réalisme, l'on s'intéresse à l'expression de l'être des choses, au détriment de leur apparence. Être réaliste, c'est donc le fait de reconnaître ce qui existe et qui est objectif. Cette théorie philosophique, diversement interprétée et modifiée à travers l'histoire, donne de voir ou reproduire le réel tel qu'il est. Autrement dit, le réalisme s'attache à la représentation des choses telles qu'elles existent réellement au monde. Dans le domaine de la politique, le réalisme consiste à analyser objectivement les problèmes qui se posent afin de les traiter efficacement et d'aboutir à l'équilibre et à la sécurité sociopolitique pour le bien-être des peuples. Pour ne plus encourir le risque de prendre de fausses décisions dans sa gestion quotidienne du pouvoir, le politique est invité à être réaliste. Ce qui suppose qu'il doit maintenir une distance par rapport aux présupposés abstraits de la morale et de la religion dans l'exercice de ses fonctions. Car, sa concentration sur les données empiriques peut le conduire incontestablement à dégager des conclusions objectives. Depuis l'Antiquité, Aristote qualifiait l'existant humain de *Zoon Politikon*. Cette expression grecque signifie que l'être rationnel qu'est l'homme, est destiné à vivre en société : l'homme est un « animal politique » (Aristote, 2015, [I, 2, 1252b], p. 108). La *polis* ou société paraît à Aristote comme le milieu adéquat pour l'épanouissement communautaire de l'homme. Dans son projet social, Aristote considère que les hommes doivent absolument réussir la vie communautaire ; c'est pourquoi, ils doivent l'aborder dans le réalisme. Cela suppose une référence à l'action, et plus fondamentalement à l'expérience. Pour garantir l'épanouissement de son peuple, le prince réaliste doit s'atteler à mieux le connaître et de connaître aussi son milieu de vie. Les données empiriques sont donc indispensables dans la gestion réaliste du pouvoir, afin d'y pourvoir des réformes sociétales efficaces.

Aristote est historiquement reconnu comme le penseur qui sut prendre la pleine mesure des situations conjoncturelles, au point d'aborder la question des transformations de la société grecque de son temps avec réalisme. P. Pellegrin (2015, p. 83) avoue être convaincu de « la subtilité et la richesse de la construction aristotélicienne ». C'est bien à travers ses observations que ce philosophe réalisa que la politique donne les meilleures garanties pour la connaissance de la vie sociétale. Car, elle est, pense-t-il, la « discipline la plus souveraine et la plus éminemment maîtresse » (Aristote, 2004, [1094 a 21-b 7], p. 49). De ce point de vue, elle s'offre donc, adéquatement pour maîtriser les contours de la vie sociale, puisqu'elle « dispose quels sont les

savoirs dont on a besoin dans les cités, / [1094 b 1] quelle sorte de savoirs chaque groupe de citoyens doit acquérir et jusqu'à quel point » (Aristote, 2004, [1094 a 21-b 7], (b), p. 49). La politique est, pour ainsi dire, essentielle pour la construction sociale ; elle représente pour la cité, ce que le gouvernail représente pour le pilote ou le navigateur. Aristote préfère donc qu'on l'aborde dans une approche réaliste. Cette discipline adéquate pour traiter des faits objectifs est d'autant plus valeureuse qu'elle investigate sur tous les domaines de la vie concrète qu'elle peut soumettre à analyse. « Les plus honorables des capacités lui sont subordonnées, comme la conduite des armées, l'économie, l'art oratoire... » (Aristote, 2004, [1094 a 21-b 7] (C), p. 49). La politique, par son caractère globalisant, est le moyen par lequel l'on peut connaître la société sous ses divers aspects. Grâce à elle, l'on est capable de connaître, par l'expérience, contrairement à ce que la simple analyse des concepts donne d'appréhender. Elle donne d'observer « les données du sens commun, d'admettre dans son audience la foule, les vieillards, les sages, bref de fonder son étude sur l'expérience et de ne pas se laisser égarer par les abstractions » (J. Voilquin, 1993, p. 90). La démarche pragmatique qu'emprunte Aristote dessine une rupture d'avec la conception platonicienne de la recherche de la vérité instruite par l'imagination. Il pense qu'il vaut mieux s'en tenir aux événements du vécu. C'est ainsi qu'il apparaissait à J. Russ (1980, p. 48) comme le témoin de faits réels. Aristote est, en effet, attaché à la philosophie pratique, celle favorable à l'interprétation des opinions dominantes pour mieux en juger. En somme, la philosophie d'Aristote est le résultat de recherches basées sur un examen minutieux de la réalité, dont, précisément, celle de la nature humaine.

Tel fut également le projet de Machiavel dans la tradition philosophique politique de la Renaissance. En effet, comme Aristote, Machiavel brave les fondements philosophiques de la Renaissance, encore insuffisamment émancipées des relents ontologiques ou métaphysiques du Moyen-Âge pour concevoir sa philosophie politique, fondée sur l'analyse du fait réel. « ...mon intention étant d'écrire choses utiles profitables à ceux qui les entendront, il m'a semblé plus convenable de m'en tenir à la vérité effective de mon sujet qu'à ce qu'on imagine à son propos » (N. Machiavel, 1980, p. 62). Ce propos de Machiavel annonce un nouveau regard à l'égard de la politique. Il n'imagine plus que l'on puisse traiter les questions relatives à la politique en s'appuyant sur des modèles politiques imaginaires, prétendument essentiels, alors qu'on ne peut les réaliser dans ce monde matériel où l'expérience est possible. La politique apparaît à Machiavel comme une activité méritant une nouvelle appréciation. Son contenu n'a rien à voir

avec celui des médiévaux, mêlé à la foi, et qui par conséquent, se soucie peu de la nature humaine. Il n'adhère pas non plus à l'idéalisme antique qui s' imagine des lois pour la gestion de la société politique, sans compter avec la nature réelle des hommes qui interagissent.

Machiavel partage l'avis d'Aristote sur le fait du destin social des hommes et partant, de leur vocation à l'organisation de la société. Ils savent que cette organisation ne peut réellement se réaliser que dans la sphère politique, principalement, dans l'État à travers la constitution. Et la qualité de vie dans l'État dépend de la qualité de sa législation, précisément de sa constitution. C'est pourquoi chacun de ces deux philosophes pense à la manière de garantir la meilleure constitution. Et leurs réflexions à ce sujet coïncident quasiment, en dépit de l'écart qui sépare leurs époques. Aristote, examinant l'État s'est attaché à en cerner les contours essentiels. Il procéda par une enquête sur la meilleure constitution des États qui existe et aussi sur celles des États imaginés. Il se convint de ce que la constitution, l'instrument régulateur des communautés humaines doit être de qualité. Déjà à partir de lui, l'on est à même de connaître les mécanismes de fonctionnement des systèmes politiques. Car, il en a fait une étude, visant à définir le régime politique ou l'État dans lequel l'homme peut mieux s'épanouir. En recherchant les principes du meilleur État par le biais de la politique, Aristote a fait admettre que cette science, humaine, décrivant les constitutions, fait découvrir ce qui fait l'être de la cité, sa substance. « Mais, puisque nous nous proposons de considérer, concernant la communauté politique, laquelle est la plus valable de toutes [...] il nous faut aussi examiner à la fois les autres constitutions qui sont en vigueur [...] cela pour voir ce qu'elles ont de correct et d'utile » (Aristote, 2015, [30, 35], p. 151). La cité est la plus valeureuse communauté politique. Elle n'advient que par l'institution d'une bonne constitution. La constitution apparaît comme l'ossature de la cité; elle est, pour ainsi dire, son mode de structuration, presque ce que le mode d'emploi est pour un médicament ou pour tout objet usuel. L'on peut donc affirmer que la constitution confère à la cité son essence politique. La politique permet, à son tour de définir l'essence de la cité à travers son acte de naissance qu'est la constitution.

Machiavel s'inscrit dans cette logique aristotélicienne. Face à la conjoncture politique défavorable des cités italiennes de la Renaissance, il recherche les issues favorables au bonheur de son peuple. Quel type d'organisation peut-elle garantir le bonheur des Italiens? En y pensant, il revient sur une préoccupation déjà envisagée par Aristote, reconnaissant que la qualité de l'organisation sociale dépend de la valeur de la constitution. Car, la constitution en tant qu'acte

politique est essentielle à la qualité de vie. Elle est le texte fondamental de loi d'une cité. De même, la constitution apparaît dans le machiavélisme comme la boussole qui indique le mode d'administration politique, adéquat. Elle figure au nombre des principes essentiels pour la bonne gestion de l'État machiavélien. L'on peut comprendre pourquoi le Florentin affirme « qu'un Prince ne peut subsister si son autorité n'est pas établie sur de bons principes; ceux qui sont absolument nécessaires à toutes sortes d'États, (les nouveaux, les vieux et les mixtes), sont les bonnes lois et les bonnes troupes » (N. Machiavel, 2017, 59). Machiavel sait que la qualité de la constitution importe pour que l'arbitrage de l'autorité concoure au bien-être des individus dans l'État. Il sait aussi qu'un bon encadrement militaire y contribue. Les bonnes lois permettent de gouverner dans la stabilité et la bonne armée conforte davantage cette stabilité en assurant la sécurisation de l'État, des personnes et des biens. Ce faisant, il est plus aisé de pouvoir contenir les crises lorsqu'elles surviennent.

Pour s'inscrire dans le réalisme, Aristote et Machiavel abandonnent la politique idéale ou imaginaire pour la politique dont les principes dépendent des données factuelles. L'enseignement que l'on peut tirer de leur théorie réaliste est que le bonheur des citoyens se construit dans la réalité. Il est donc inconvenant de s'arrimer à une quelconque source transcendante, invraisemblable, qui ne saurait garantir une gestion efficace des États dont les crises méritent d'être appréciés à leur juste valeur. L'intérêt de l'option Aristotélicienne, machiavélienne ou réaliste réside dans le fait que l'on puisse établir une correspondance efficiente entre le type de souveraineté ou d'autorité souveraine et la réforme convenable. Désormais, avec le réalisme politique, la question de l'autorité souveraine n'est pas essentiellement une affaire de convention, mais plutôt une affaire d'adaptation. Il s'agit donc d'examiner dans quelles conditions la conception de la politique de ces deux philosophes permet-elle de réaliser indifféremment le bonheur et la sécurité?

2. Le réalisme aristotélico-machiavélien : entre bonheur et sécurité

La philosophie politique réaliste prônée par Aristote et Machiavel vise le bien-être des citoyens, ressenti à travers le bonheur ou la sécurité garantis dans l'État. Pour atteindre cet objectif, l'un et l'autre recommandent des attitudes particulières. En posant que « l'être humain est par nature un animal politique », (Aristote, 2015, [I, 2, 1252b], 108), Aristote l'imagine apte à s'épanouir dans une organisation purement humaine, dans la cité, où la pratique de la vertu

facilite l'atteinte du bonheur. L'État se présente comme l'organisation politique appropriée pour la régulation de l'ordre public. Le pouvoir politique y constitue l'instrument pour contrôler et maintenir l'harmonie. Ainsi, le pouvoir politique sert de support à l'État pour garantir le bien-être des collectivités. Les actions vertueuses telles que la pratique de la justice sont la condition pour réaliser ce bonheur collectif. L'on peut donc dire que le bonheur dérive de la morale que l'État permet d'inculquer aux populations. Chez Aristote, la politique, l'État ou le pouvoir sont des représentations humaines pour garantir le bonheur. Elles sont le cadre rationnel prévu pour mener une vie heureuse dans la cité. C'est à travers la politique que le citoyen réalise le bien proprement humain qu'Aristote distingue comme le but de l'activité rationnelle. « Si même, en effet, il s'avère identique pour un seul homme et une cité, le meilleur objectif, en tout cas, et le plus achevé paraît de saisir et de préserver le bien de la cité » (Aristote, 2004, [1094b 7-16], p. 50). Aristote considère louable l'action du gouvernant qui procure le bien à tous ses concitoyens. « [...], si l'on peut se féliciter quand il (le bien) est à la portée ne serait-ce que d'un seul homme, malgré tout, il est plus beau et plus divin de le voir à la portée de nations et de cités » (Aristote, 2004, [1094b7-16], p. 50). Aristote reconnaît que l'activité politique du gouvernant est divine lorsqu'elle vise le meilleur pour les collectivités. C'est pourquoi il dit de la politique que « (...) sa propre fin est à même de contenir celles de toutes les disciplines, de sorte que cette fin doit être le bien humain » (Aristote, 2004, [1094a 21-b 7]). Tout porte à croire qu'Aristote espère que l'éducation à la vertu est l'essence de la politique ; de sorte que l'homme rationnel qui en bénéficie devient forcément meilleur.

Machiavel s'inscrit dans la même vision qu'Aristote, pensant que la politique donne de viser le bonheur individuel et collectif. Son accomplissement se conçoit à travers des actions efficaces, qui garantissent la stabilité du pouvoir et la sécurité de l'État. Pour l'auteur du Prince, la mauvaise nature de l'homme en fait un être voué à satisfaire ses passions. Or, elles (ces passions) ne sont pas toujours favorables aux bonnes œuvres. C'est pourquoi il souhaite qu'on procède à leur recadrage en employant les moyens adaptés. Dans cette perspective, il devient incommode de se référer à des modèles de « républiques imaginaires » (N. Machiavel, 2019, p.69), tel que les philosophies politiques utopistes dont celle de Platon le recommandent. Le pouvoir politique doit se gérer dans le réalisme afin de permettre d'atteindre l'objectif de la vie heureuse. Pour ce faire, le souverain doit agir en s'accommodant aux circonstances, grâce à son sens du

discernement. Ainsi, par exemple, il peut réussir aisément son action, en usant de la bienveillance, dans une atmosphère de générosité et de civisme. En revanche, l'alternance adéquate de la force et de la ruse lui sont nécessaires pour contenir les situations troubles qui menacent la sécurité de l'État.

Pour avoir été le témoin des expériences infructueuses de la stabilisation et de la sécurisation des États italiens à la Renaissance, Machiavel comprend qu'il ne s'agit plus de s'en tenir à la nature des moyens d'action, mais à leur efficacité avoir le succès escompté. Car, tous les hommes subissent les effets de la passion qui permet de révéler leur vraie nature. En ce sens, « quiconque veut fonder un État et lui donner des lois doit supposer d'avance les hommes méchants et toujours prêts à montrer leur méchanceté toutes les fois qu'ils en trouveront l'occasion » (N. Machiavel, 1952, p. 389). Cette idée permet de comprendre combien les hommes sont naturellement imprévisibles et malveillants. Ils ne méritent pas, par conséquent qu'on leur fasse aveuglement confiance. Ces propos de Machiavel peuvent sembler excessifs et émotionnels. Mais, réellement, l'auteur rend ainsi compte de son refus de l'utopie. L'époque de la Renaissance est le point de départ de la célébration de l'humanisme moderne, marqué par le renversement des valeurs théologiques, au profit des données rationnelles. Selon G. Badia, P. Bange et E. Bottigelli (1968, p. 97) restituant les avis de K. Marx et F. Engels sur la religion, « les philosophes ne poussent pas comme des champignons, ils sont le fruit de leur temps, de leur peuple, dont les humeurs les plus subtiles, les plus précieuses et les moins visibles circulent dans les idées philosophiques ». Juste pour dire que le philosophe n'est pas hors du monde ; il pense relativement aux événements du monde, précisément, ceux de son milieu et de son temps. Ainsi en est-il de Machiavel. L'on peut repérer dans ses écrits les traces des événements de la Renaissance qu'il analyse sans faux fuyants, conformément à l'esprit humaniste doublé du rationalisme qui sous-tendent son époque. Laquelle époque, J. Giono (1974, XIII) reconnaît indépendante, désormais, des valeurs hypothétiques de la religion et de la vertu. Expressément, il écrit : « il n'y a de pièces vertueuses sur aucun échiquier. [...] Il s'agit de prendre possession d'un royaume qui n'est plus au ciel mais sur la terre ferme ». L'époque de Machiavel, la Renaissance est marquée par le renversement des valeurs. L'utopisme en tant qu'idéal social indépendant de la réalité laisse progressivement la place à la science, discipline hors de tout fondement religieux.

La stratégie politique machiavélique repose sur l'efficacité. Ses préceptes politiques se fondent sur des décisions audacieuses, inhabituelles et parfois étranges. Par exemple, chez lui, « il faut savoir (...) qu'il y a deux façons de combattre : l'une avec les lois, l'autre avec la force ; la première est propre à l'homme, la deuxième aux bêtes. Mais, parce que très souvent la première ne suffit pas, il faut qu'un prince sache user de l'une et l'autre nature, l'une sans l'autre ne peut durer » (N. Machiavel, 2019, 78). Machiavel conseille, donc, à côté de la loi, l'usage de la force dans l'action politique. Sa conviction est qu'au désordre sans foi ni loi, il faut imposer une riposte indépendante de tout cadre moral. Autrement dit, il faut trouver des solutions par-delà bien et mal. Ces solutions sont justement l'expression de la force du politique en réponse à la force excessive des passions humaines qui, sans pitié, créent le désordre. Eu égard à ce que le nouvel homme généré par la Renaissance est passionné et enclin à dominer, « un homme qui voudra faire en toutes choses profession de vertu, périra dans la cohue des scélérats » (N. Machiavel, 2017, 73). Pour conserver l'État, parmi des hommes qui ne sont, ni tout bon, ni tout mauvais, le prince est obligé d' « apprendre à n'être pas toujours bon, mais à user de la bonté selon les circonstances » (N. Machiavel, 2017, 73). Le florentin est conscient de l'inconstance de l'être humain. C'est pourquoi il suggère l'usage par le prince, de moyens parfois extraordinaires, qui restent indispensables pour susciter la crainte et le respect du peuple. L'alternance du vice et de la vertu démontrent la virtuosité du souverain; un charisme que Machiavel recommande comme qualité nécessaire de la gouvernance. La vertu résume l'ensemble des qualités politiques utiles à la bonne gestion de l'État et à la conservation du prince au pouvoir.

Au regard de ce qui précède, nous notons que la théorie du réalisme politique vise la réalisation du bien-être communautaire. Cette finalité peut se satisfaire et s'apprécier à travers divers signes dont, notamment, la garantie du bonheur individuel et collectif, la stabilité de l'État ou encore la sécurité des personnes et des biens. Toutes choses liées à la qualité du choix politique. Tout bien considéré, le réalisme politique comme méthodologie d'approche du réel est une pédagogie exemplaire pour voir se réaliser ce bien-être dans les États africains subsahariens, gangrénés par la crise.

3. Le réalisme politique: une piste de solution aux crises sociopolitiques en Afrique subsaharienne

La crise sociale que traversent les États de l'Afrique subsaharienne est empreinte de violences et d'exactions qui sont majoritairement imputables à la gestion des pouvoirs politiques mal assumée et surtout, au manque de civisme des peuples. La pratique du réalisme politique dans la gestion des États de cette contrée pourrait être prometteuse, en ceci qu'elle peut contribuer non seulement à éviter les nombreuses crises sociopolitiques, mais aussi à les résoudre une fois qu'elles se présentent. En effet, la *realpolitik* a cette particularité de favoriser la gestion transparente du pouvoir politique, de telle sorte que gouvernants et gouvernés soient en phase, du point de vue de l'appréciation de la manière dont la cité est administrée. En ce moment, les disfonctionnements peuvent être rapidement rattrapés, grâce au concours des différents acteurs compétents.

En Afrique subsaharienne, le manque de réalisme dans la gestion politique est à la base de plusieurs situations incommodes. Généralement, les leaders manquent de réussir leur mission de gouvernance à cause de leur manque de sincérité. Supposés représenter et servir le peuple, ils choisissent de servir leurs intérêts personnels avec les deniers publics dont on leur confie la gestion. Se prêtant aux jeux de la cupidité, de l'égoïsme, de la gestion inadéquate de la diversité, ils contribuent, ainsi, à occulter les opportunités d'émergence qui se présentent. Partant, ils font accuser un retard criard à leurs États dans la marche vers l'intégration régionale et internationale. Finalement, les peuples de ce continent berceau de l'humanité, désormais plus avertis sur les questions qui concernent leurs droits s'offusquent des attitudes rétrogrades de leurs leaders. Les soulèvements populaires, et autres réactions de diverses natures, telles que les coups d'États militaires ou coups de forces auxquelles l'on assiste couramment dans ces États sont les signes de l'illégitimité dont souffrent les gouvernements. La méthodologie réaliste proposée par Aristote et Machiavel à l'égard des situations critiques des États de leurs époques respectives paraît pouvoir résorber ces crises sociopolitiques dues, majoritairement à l'illégitimité des pouvoirs d'États africains subsahariens. Toutefois, pour la réussite de l'application de cette théorie réaliste, la contribution de chacun, en toute sincérité, semble être la clé de voûte du succès. En acceptant que leurs modes de gestion politique soient analysés et critiqués, les gouvernants découvriront, certainement les actions qui les limitent dans leurs gouvernances, mais aussi celles qui peuvent en favoriser le dynamisme dans ce contexte de la mondialisation. Une autre chose est que les populations s'inscrivent, elles aussi, dans la perspective du jeu

citoyen. Autrement dit, elles doivent s'approprier les vertus civiques et agir en fonction afin d'extirper toute forme de corruption dont la responsabilité est partagée entre les gouvernants et les gouvernés. C'est, précisément, l'occasion pour les africains, à tous les niveaux de questionner inlassablement les faits pour adopter les méthodes efficaces de résolution des problèmes qui surgissent dans leurs États, sans toutefois s'exclure des exigences de leur contexte historique.

Le contexte actuel est celui de la mondialisation. Un contexte de l'ouverture des économies à un rythme accéléré, qui inspire un nouveau mode de la gestion aux États et aux régions. Ainsi, désormais, les questions relatives au développement ou toutes autres réalités sociétales sont abordées et traitées indépendamment des frontières nationales des États. Cette internationalisation de la diplomatie révèle la caducité de la gestion politique et sociale locale des États africains subsahariens sous la bannière des souverainetés nationalistes et du parti unique. Ils devront donc épouser la nouvelle diplomatie mondiale exaltée dans le socialisme comme la condition adéquate pour traiter les problèmes sociétaux actuels avec éthique et réalisme. Les crises politico-militaires intervenues, récemment, au Mali (le 18 Août 2020), en Guinée (Conakry) (le 05 Septembre 2021) et au Burkina Faso (le 23 janvier 2022), révèlent, exemplairement, le problème de légitimité et de souveraineté, qui est le lot des États africains subsahariens. Pour une résolution réaliste de telles situations critiques, il est donc bienséant qu'un passage en revue de ces modes de gouvernance, jugés illégitimes, soit fait par les principaux acteurs de ces États. De sorte que, les facteurs clés de l'illégitimité révélés, ces États eux-mêmes, et partant, les autres États environnants qui partagent cette même tare de la gouvernance illégitime puissent s'en émanciper. Au demeurant, la stigmatisation de l'illégitimité gouvernementale est l'un des signes qui peuvent révéler les États de cette contrée africaine comme aptes à s'inscrire dans le mouvement, déjà enclenché, de l'internationalisation. N'est-ce pas, en effet, s'inscrire dans le modernisme actuel que d'assumer la légitimité de son États ? De toute évidence, la diplomatie internationale actuelle requiert la légitimité politique des États afin de faciliter leur développement économique. Car, la stabilité sociale est le fruit de la légitimité. Elle ouvre à la souveraineté et surtout à l'émergence qui est la condition à remplir par les États sous-développés d'Afrique subsaharienne, pour se rendre visibles.

Évidemment, la démarche réaliste paraît d'autant plus essentielle pour garantir le bonheur communautaire qu'elle invite à entreprendre une intellection par rapport à chaque situation donnée. Tel est le sens de son exemplarité, encore aujourd'hui, pour résoudre les situations de

crise politique africaines subsahariennes. Le réalisme est donc comme une boussole qui doit pouvoir éclairer la lanterne des hommes politiques africains subsahariens, afin de proposer des mesures gouvernementales adaptées, en vue de résoudre, ou davantage, de prévenir les situations de crise. Tout bien considéré, s'inspirer de la *Realpolitik* de Machiavel signifie, pour le politique d'aujourd'hui, se résoudre à faire usage de sa raison. « Celle-ci devant lui permettre d'analyser sans complexe les défis [...] les comprendre, instruire les faiblesses des actions précédentes [...]. En somme, le réalisme politique dans l'arène politique contemporaine appelle à l'exercice de la force du caractère, du charisme, de la responsabilité et du choix » (C. Koutouan, 2016, 6) pour asseoir des stratégies plus adaptées contre la prolifération des crises politico-économiques et sociales.

À côté de ces raisons liées directement à la crise ponctuelle, qui sont cernables, le réalisme politique pourrait orienter à faire un diagnostic plus profond des problèmes cruciaux qui affectent l'Afrique subsaharienne et qui en empêchant le progrès. Il serait donc plus aisé d'y solutionner globalement et définitivement. Quand on sait que les principales causes des soulèvements des peuples sont d'ordres économique (la pauvreté), social (les injustices, au cœur des conflits inter-ethniques et l'incivisme des peuples) et politique (les questions liées à la mauvaise gouvernance ou encore aux déficits sécuritaires); il suffit de les répertorier et de tenter d'y résoudre.

Pour résoudre courageusement les problèmes qui provoquent la crise sociopolitique en Afrique subsaharienne, nous convenons avec ces deux penseurs réalistes qu'il faille s'investir, indépendamment des principes a priori, dans l'analyse des problèmes liés à l'humanité. Il s'agit d'une invitation à regarder dans le sens des réalités, politique, sociale, économique, etc., et à interagir en y adjoignant la démarche qui répond bien à propos. Ainsi, pour résoudre le problème économique lié à la pauvreté des peuples, sans doute, la philosophie socialiste suggérée par Kwame Nkrumah, à l'aube des indépendances nationales africaines, mérite d'être revisitée. Suivant son analyse, le malaise économique des africains est le fruit de l'exploitation économique de l'Afrique, dû, à la fois à l'impérialisme et au colonialisme. La meilleure solution pourrait découler d'une « conscientisation » des divers peuples travailleurs, issus des différentes couches sociales africaines et surtout de l'unité des colonisés. Car, pense-t-il, « l'objectif principal des révolutionnaires du monde Noir doit être la libération et l'unification totales de l'Afrique sous un gouvernement panafricain socialiste » (K. Nkrumah, 1972, 108). Autrement

dit, Nkrumah considère que l'indépendance politique de l'Afrique constituera la première victoire contre l'exploitation coloniale. La solution à la crise sociale, liée aux injustices sociales et autres frustrations, pourrait être le rétablissement de la justice. Car, comme S. Diakité (2017, 11) le pense, « la société politique africaine est gangrénée » et « il est temps de penser aux générations futures, de former la jeunesse d'aujourd'hui pour bâtir une nation forte de demain et donner un véritable certificat de naissance à nos États » (S. Diakité, 2017, 11). En effet, « une classe politique qui ridiculise ses intellectuels, [...] une société qui ne croit plus en ses élites, une nation qui ne peut s'appuyer sur ses forces vives, transforme ses rêves en désillusions et son émergence en cauchemars » (S. Diakité 2017, 11). Pour sortir de cette impasse, une meilleure redistribution des ressources dans les États est souhaitable. Les attitudes liées au manque de civisme des peuples dénotent une certaine crise au niveau de l'éducation, surtout des systèmes éducatifs hérités de la colonisation. Leur réorientation est donc nécessaire. Sur la question, l'historien burkinabé, Joseph Ki-Zerbo suggère que « les choses » soient considérées « de façon holistique ». L'éducation doit s'adapter aux réalités et valeurs pour le développement africain. Expressément il écrit:

Je suis convaincu que l'éducation doit-être transformée. [...] L'alphabétisation est la condition sine qua non de ce changement multiforme, y compris, au niveau de l'inventivité et de la compétitivité économique d'un pays. [...] il faudrait engager une sorte de *kulturkampf* au niveau de la société civile et politique afin de se débarrasser d'une plaie aussi honteuse que l'analphabétisme. (J. Ki-Zerbo, 2013, 201).

Bien évidemment, il est nécessaire que les systèmes éducatifs connaissent une révision en Afrique. Une méthodologie d'éducation adaptée aux réalités sociales africaines et vulgarisée peut contribuer à réduire le taux d'analphabètes et partant, celui de l'ignorance. À la vérité, si le défi de l'éducation est relevé en Afrique, l'on pourrait voir s'estomper un certain nombre de comportements des peuples qui sont de nature à retarder le continent dans sa marche vers le progrès. Mais, il faut reconnaître que ces dérives populaires sont motivées, la plupart du temps par les maladroites gouvernementales de leaders politiques véreux. Car, comme A. Ayissi (1994, p. 18) le reconnaît, en Afrique, « les luttes armées ou les crises politiques porteuses de germes de guerre » sont le résultat de la gouvernance mal assumée par les politiques. En Afrique, nombre de dirigeants gouvernent dans l'insouciance. C'est pourquoi, leurs États sont fragilisés par la corruption, devenant la cible de l'insécurité et le théâtre de tensions interminables. L. S. Mamosi,

(2012), dénonçant ce fait suggère l'opportunité d'une réforme embrassant, à la fois les volets politique et sécuritaire, en vue d'asseoir les bases du développement durable :

Au cœur de l'insécurité en Afrique se trouve une rupture de systèmes de gouvernance causée en grande partie par le règne du patronage et la mauvaise utilisation d'instruments gouvernementaux de coercition pour imposer l'exclusion politique et sociale [...]. Seul un changement fondamental de la manière dont la sécurité est conçue et la poursuite d'un agenda qui met les citoyens au centre de la planification et de la fourniture du service sécuritaire peut modeler ces États dans des environnements stables et sécurisés où le développement peut émerger.

La sécurisation adéquate de l'Afrique passe par la bonne pratique de la politique, qui tient dans le fait de veiller à son indépendance vis-à-vis des intérêts économiques. Ce faisant, elle ne devrait nullement servir à satisfaire aux restructurations techniques des économies.

Pratiquer la politique dans le réalisme consiste à mettre en lumière la gestion du pouvoir politique à partir de la description des choses telles qu'elles sont ; il devient ainsi, inopportun de se référer à quelque opinion ou principe imaginaire, recueillis çà et là. Il s'agit de faire usage de sa propre raison pour apprécier avec lucidité les situations auxquelles l'on peut être confronté. Les hommes politiques africains subsahariens devraient s'inscrire dans cette logique pour voir se résoudre les crises sociopolitiques qui affectent leurs États.

Conclusion

La philosophie réaliste d'Aristote est d'une richesse extraordinaire pour toute la tradition philosophique. Car, à partir d'elle, une autre alternative de la gestion politique est possible, parallèlement à l'utopisme platonicien. Cette nouvelle alternative de la politique, réaliste a inspiré d'importantes réflexions politiques dont, fondamentalement celle de Nicolas Machiavel, à la Renaissance. Sous l'inspiration du réalisme politique aristotélicien, Machiavel élabore sa *realpolitik*. Cette philosophie axée essentiellement sur la pratique de la politique dans l'objectivité a pour finalité de parvenir à des résultats probants. À cette fin, il fut se consolida sur fond de l'humanisme rationnel. Ce qui en fait l'exemplarité. En effet, à partir de la théorie réaliste, l'on peut se convaincre de l'alternative de pratiquer la politique sous la bannière de sa propre raison.

Le réalisme au fondement de la réflexion politique chez Aristote et Machiavel apparaît comme une piste pour le rachat des États souffrant de crise aux plans, social, économique et politique. De fait, il se présente comme une source tangible de libération des États africains minés par la crise sociopolitique. Sa propension à l'objectivité est une source de lumière certaine pour définir des plans stratégiques de la gestion politique africaine. Cela permettrait de relever le

défi de la stabilité politique, signe précurseur de l'émergence et partant du développement durable des États africains subsahariens.

Bibliographie

- ARISTOTE, 2004, *Éthique à Nicomaque*, Paris, traduction GF. Flammarion.
- ARISTOTE, 2015, *Les politiques*, Traduction et présentation par Pierre Pellegrin, Paris, J. Vrin.
- AYISSI, 1994, « Le défi de la sécurité régionale en Afrique après la guerre froide, vers la diplomatie préventive et la sécurité collective », *Travaux de recherche de l'UNIDIR*, New York et Genève, N°027.
- BADIA Goual, BANGE Pierre et BOTTIGELI Émile, 1968, *Karl Marx et Friedrich Engel, Sur la religion*, Paris, Sociales, texte choisis, traduits et annotés.
- DIAKITÉ Samba, 2017, *Le cas Guillaume SORO, De la guerre de l'identité à la lutte pour la reconnaissance*, Québec, Différance Pérenne.
- GIONO Jean, 1974, « Introduction » in *Œuvres Complètes de Machiavel*, trad. Barincou, Paris, Gallimard.
- KI-ZERBO Joseph, 2013, *À quand l'Afrique?* Suisse, éd. D'en bas.
- MACHIAVEL Nicolas, 2019, *Le Prince*, traduit par Christian Bec, Pocket (Poche).
- MACHIAVEL Nicolas, 2017, *Le Prince*, traduit de l'italien par Albert t'Serstevens, Paris, Libro.
- MACHIAVEL Nicolas, 1980, *Le Prince + Dossier*, présenté par Élisabeth Zyssman, Paris, Gallimard.
- MACHIAVEL Nicolas, 1952, *Œuvres complètes*, Introduction par Jean Giono, Édition établie et annotée par Edmond Barincou, Paris, Gallimard.
- N'KRUMAH Kwamé, 1972, *La lutte des classes en Afrique*, Paris, Présence Africaine, 18cmx11, 5.
- PALE-KOUTOUAN, 2016, « La violence restauratrice machiavélienne pour la sécurisation des personnes et des biens dans l'État », in *Journal Africain de Communication Scientifique et Technologique*, Série sciences sociales et humaines, Abidjan, IPNETP.
- RUSS Jacqueline, 1980, *Histoire de la philosophie de Socrate à Foucault*, Paris, Payot.
- VOILQUIN Jean, 1993, *Penseurs grecs avant Socrate, De Thales de Milet à Prodicos*, Paris, GF Flammarion.

Webographie

- MAMOSI Lelo Simon, Menaces actuelles à la sécurité nationale et au développement de l'Afrique : défis, opportunités et stratégies, <http://www.cafard.org/Workshops/Tanger09-11-04-12/4DG-fr.pdf>, consulté le 05/10/2021.